



Colloque

Jeunesse(s), Engagement(s), Association(s) et Participation(s)

FIGEAC, 4 et 5 juin 2015

Atelier I : Engagement et inclusion sociale

IMPÉRATIF INSTITUTIONNEL D'ENGAGEMENT ET CONDUITE DE VIE DES JEUNES

PRÉCAIRES

Gérald HOUDEVILLE, Pascale MOULÉVRIER

CENS, Université de Nantes

Contact : Gerald.Houdeville@univ-nantes.fr

Résumé

La communication proposée sera l'occasion de confronter à des fins heuristiques deux séries de travaux conduits sur deux terrains différents. D'une part, les auteurs mobiliseront les travaux consacrés depuis deux, trois ans et toujours en cours (sous la forme d'observations directes et d'entretiens avec jeunes et formateurs, cadres en charge de leur « accompagnement » sur plusieurs sites distincts) à des dispositifs visant à (ré)orienter vers l'emploi de jeunes chômeurs sans diplômes, le plus souvent qualifiés institutionnellement d'« éloignés de l'emploi » (École de la deuxième chance, Établissement public d'insertion de la Défense, actions de formation de la Fondation Apprentis d'Auteuil, autres plateformes d'insertion). L'observation du travail des agents chargés de mettre en musique au quotidien les principes visés par ces dispositifs (autonomie, responsabilisation, etc.) et, par là, de faire face aux jeunes a montré qu'il passait par une mobilisation de ceux-ci dans le sens d'une mobilisation de soi : par les discours qui leur sont tenus de façon incessante (dès les phases de sélection à l'entrée des dits dispositifs), les formes de management des groupes que ces jeunes constituent au sein des organismes qui les accueillent, les hébergent, il s'agit d'obtenir (autrement dit d'encourager et de valoriser) leur implication : rien ne sera possible sans eux, ils doivent manifester leur volonté de s'en sortir, etc. Bref, ils sont l'objet d'une obligation d'engagement. D'autre part, les auteurs mobiliseront des travaux conduits depuis une dizaine d'années et cette fois-ci relatifs - sous la forme là aussi d'observations directes et d'entretiens - aux usages de l'argent et du temps de jeunes logés en Foyers de jeunes travailleurs (FJT). Ceux-ci font apparaître, parmi d'autres, des usages en matière budgétaire, économique urgentistes, « à l'arrache » dont les logiques sont ancrées dans des conditions sociales d'existence spécifiques (trajectoires scolaires heurtées, non choix des filières de formation suivies, niveau de revenus très faibles, emplois précaires, etc.). Le rapport au temps présent, essentiellement à l'origine des conduites de ces jeunes, s'oppose à la logique de projets à venir prônée par les institutions d'accompagnement et les dispositifs. La confrontation de ces deux terrains conduira tout d'abord à attester de l'activité déployée par les agents des différentes institutions observées à obtenir une conversion du système d'attitudes, de comportements des jeunes supposée préparer leur entrée sur le marché de l'emploi et, plus généralement, une vie socialement valorisée. Par ailleurs, le dialogue entre ces deux séries de travaux permettra d'interroger les conditions à partir desquelles les attentes institutionnelles en matière de participation trouvent à être entendues de la part des agents qu'elles ciblent - autrement dit de leur rencontre « heureuse ». Mais, ce faisant aussi, le dialogue entre ces deux

séries de travaux permettra d'interroger les possibles écarts entre ces attentes - et les modalités concrètes qui les traduisent - et les logiques pratiques structurant les conduites de vie des jeunes enquêtés.

À la base de la communication proposée sous ce titre, il y a le désir de faire dialoguer entre elles, à des fins heuristiques, deux séries de travaux conduits sur deux terrains différents. Au cours d'échanges préalables nous nous sommes en effet rendus compte que ce que l'organisation de la recherche séparait (d'un côté des travaux sur l'insertion et, de l'autre, sur les conduites économiques) comportait en fait des éléments qui méritaient d'être envisagés, traités de front. Ceux-ci ont trait aux modalités de l'encadrement de populations en difficulté. La confrontation de ces deux terrains conduira tout d'abord à attester de l'activité déployée par les agents des différentes institutions observées à obtenir une conversion du système d'attitudes, de comportements des jeunes supposée préparer leur entrée sur le marché de l'emploi et, plus généralement, dans une vie socialement valorisée. Par ailleurs, le dialogue entre ces deux séries de travaux permettra d'interroger les conditions à partir desquelles les attentes institutionnelles en matière de participation trouvent à être entendues de la part des agents qu'elles ciblent - autrement dit de leur rencontre « heureuse ». Mais, ce faisant aussi, le dialogue entre ces deux séries de travaux permettra d'interroger les possibles écarts entre ces attentes - et les modalités concrètes qui les traduisent - et les logiques pratiques structurant les conduites de vie des jeunes enquêtés.

L'ENGAGEMENT ATTENDU DES JEUNES « ÉLOIGNÉS DE L'EMPLOI »

D'une part, il s'agit des travaux consacrés depuis deux, trois ans et toujours en cours (sous la forme d'observations directes et d'entretiens avec jeunes et formateurs, cadres en charge de leur « accompagnement » sur plusieurs sites distincts) à des dispositifs visant à « accompagner » vers la qualification et l'emploi de jeunes chômeurs sans diplôme, le plus souvent institutionnellement qualifiés d'« éloignés de l'emploi ». Les dispositifs et autres actions de formation de ce type étudiés l'ont été dans des cadres empiriquement distincts au sein d'une Ecole de la deuxième chance (E2C), d'un centre dépendant de l'Etablissement public d'insertion de la Défense (EPIDE), de sites relevant de la Fondation des Apprentis d'Auteuil (dans le cadre de ce que ses agents appelle « la formation continue ») ou encore de plateformes d'orientation, d'insertion et de préparation à l'alternance financées par un Conseil Régional. L'observation du travail des agents chargés de mettre en musique au quotidien les principes visés par ces dispositifs (autonomie, responsabilisation, etc.) a montré qu'il passait par une mobilisation des jeunes pris en charge ou plutôt, comme on préfère le dire à l'interne de tous ces organismes, « accompagnés » dans le sens d'une mobilisation de soi - d'ailleurs

tous les dispositifs étudiés comportent des temps, des sessions de sélection au cours desquelles les agents s'efforcent d'identifier tous les freins susceptibles a priori d'entraver cette mobilisation (nous songeons ici aux signes d'addiction à l'alcool ou à la drogue, aux manifestations de pathologies psychologiques lourdes) : par les discours qui leur sont tenus de façon incessante (dès les phases de sélection à l'entrée des dits dispositifs et tout au long de leur prise en charge), les formes de management des groupes que ces jeunes constituent, il s'agit d'obtenir (autrement dit d'encourager et de valoriser) leur implication, leur participation (et de dissuader les comportements qui y sont contraires) : rien ne sera possible sans eux, leur fait-on savoir, on les aidera mais on ne fera rien à leur place, ils doivent manifester leur volonté de s'en sortir, etc. Bref, ils sont l'objet d'un impératif d'engagement. A ce titre, ce qui se passe au sein des centres dépendant de l'EPIDE est particulièrement exemplaire – ce qui se passe également ailleurs y est grossi - parce que les jeunes y sont accueillis dans le cadre d'un internat tout au long de la semaine pour une période de plusieurs mois (une dizaine en moyenne dans le centre observé) et y sont logés, nourris, blanchis ; l'encadrement peut donc s'y effectuer de manière plus systématique que n'importe où ailleurs. Les jeunes y sont désignés comme des « volontaires de l'insertion » (v.i.) auxquels les cadres (c'est comme cela qu'on désigne à l'interne tous les encadrants qui interviennent auprès des jeunes dans les centres EPIDE) peuvent dire qu'ils peuvent partir quand ils veulent. Les cadres répètent à l'envi que c'est par leur investissement qu'ils pourront atteindre les objectifs visés, la conscience qu'ils sont les acteurs de leur vie, les responsables de l'avancement de leur projet qu'ils pourront réussir : il faut être assidu et « volontaire à chaque instant ». L'observation des entretiens de préadmission et d'admission finale dans les centres EPIDE permet de comprendre pourquoi un jeune sera retenu plutôt qu'un autre : il faut qu'il manifeste son « envie de changer », qu'il montre qu'il a compris que c'est à lui de se donner les moyens d'agir, d'être prêt à « changer son état d'esprit, montrer qu'il est capable de faire bouger les choses ». Le discours de la responsabilisation est très présent et les premiers cadres du centre qui accueillent les jeunes les préviennent qu'il s'agit pour eux de leur « dernière chance ». Au cours d'un entretien individuel, on a pu entendre un cadre répéter cette idée : « C'est votre dernière chance ici, je ne vois pas ce qui vous reste après nous, il faudra être fort, sinon après vous vous retrouverez sous un pont ». On amène finalement les jeunes à penser qu'une fois intégrés dans le centre ils ne peuvent guère envisager de retour en arrière et qu'il ne leur reste plus qu'à s'y investir. Parallèlement au rappel des règles – lecture du règlement intérieur, système de sanctions de la carte à points, vouvoiement, tenue vestimentaire et corporelle, etc.

– qui vont organiser leur temps passé au centre, les cadres s’efforcent d’en désamorcer la charge contraignante. Lors d’une réunion de présentation de l’EPIDE à une nouvelle promotion, le directeur adjoint dira : « Si vous voyez que ça ne vous convient pas, laissez la place à un autre. Vous voyez, il n’y a pas de contrainte » ; à un jeune, en colère, qui dit qu’il veut partir, un cadre aurait répondu : « D’accord, si vous voulez partir je vous ouvre le portail, il n’y a pas de problème, allez-y » ; il n’est pas rare d’entendre les cadres rappeler aux jeunes : « on n’est pas là pour vous remettre à l’école » (il n’y a pas de cours mais des « ateliers », il n’y a pas de profs ou d’enseignants mais des « formateurs », les jeunes n’intègrent pas des groupes de niveaux mais des « groupes d’avancement de projet », *etc.*), évitant ainsi de faire référence à un monde et à des expériences difficilement vécus par les jeunes au cours de leur trajectoire. Il s’agit aussi pour les cadres de conforter les jeunes nouvellement arrivés dans leur engagement, de les féliciter pour leurs « efforts » d’avoir « choisi » de venir ici, d’être venu à l’EPIDE pour « s’en sortir ». A une promotion de jeunes fraîchement arrivée dans le centre, le directeur dira :

« Tout d’abord, félicitations d’être là parce qu’il faut le faire. J’ai beaucoup de respect pour vous. Décider d’arrêter de se lever à n’importe quelle heure comme ça ... enfin ce n’est peut-être pas le cas pour tous, mais je vous félicite. [...] Tant que vous serez ici on fera tout pour vous aider puisqu’on vous a choisi, on a misé sur vous. Par contre on ne fera rien à votre place. On vous guidera un peu mais ... c’est votre vie, c’est à vous d’en faire ce que vous en avez envie [...] l’EPIDE c’est un système qui marche, on sait que c’est dur, mais ça marche. Votre seul but c’est de partir avec un boulot [...] mais il faut jouer le jeu ».

Plus tard dans son discours, ce thème de la responsabilité, de la volonté est repris au moment où il déclare qu’après 30 jours d’absence les v.i. seront exclus à moins qu’ils veuillent vraiment se reprendre en main et s’investir de nouveau : « On n’est pas là pour vous casser, on est là pour vous aider mais si vous n’êtes pas là on ne peut pas vous aider ». Au cours de la période probatoire, qui fonctionne comme l’ultime étape de sélection (et de production) d’un public finalement « adapté » aux attentes de l’organisme, les deux parties (cadres et jeunes) peuvent mettre fin à leur engagement¹. La fin de cette phase est, de fait, formalisée par un entretien individuel qui est l’occasion d’un premier bilan personnalisé où les formateurs (et en principe les jeunes) expriment leur volonté de poursuivre ensemble le travail commun déjà

¹ A l’EPIDE, cette période est formalisée sous le nom de « période d’évaluation », elle dure 2 mois et est émaillée de tests en français, mathématiques, informatique et consiste dans l’« appropriation du cadre de vie EPIDE ».

entamé. Ce peut être aussi l'occasion de manifester une réserve quant à la poursuite du processus de formation, voire un temps où sera formalisée la fin de la formation. Au centre EPIDE observé, ce bilan formalisé de la période probatoire porte sur les signes qui peuvent donner à penser aux cadres que tel « jeune a bougé » dans les différents registres dans lesquels il a été mis à l'épreuve : tests en mathématiques, en français et en informatique occupent l'essentiel des premiers temps ; en matière comportementale on juge de leur capacité à endurer, au sens propre et figuré, la discipline imposée – réveil à 6h00, douche, nettoyage de la chambre, rassemblement, douleurs consécutives aux premières séances de sport, lecture du règlement intérieur et rappels incessants de son application dans la vie de tous les jours – bien se tenir, être bien habillé, ne pas faire usage de son téléphone, *etc.*

Ainsi il nous semble que les rapports des encadrants aux jeunes au sein des centres EPIDE est très significatif du souci des politiques sociales actuelles qui est de travailler la relation de l'individu défaillant avec la société et de le doter des capacités nécessaires pour infléchir le cours de sa vie, surmonter une rupture biographique, anticiper une difficulté, « sortir de ses enfermements et lever des blocages ». Aider les jeunes à se (re)mobiliser pour conquérir ou recouvrer leur autonomie, telle est la nouvelle norme d'un accompagnement social dans le cadre duquel l'individu doit être un sujet actif et manifester sa volonté de s'en sortir. « Volontaire, j'ai choisi, je suis et j'irai jusqu'au bout de mon engagement. Ma réussite est à ce prix », dit encore une diapo diffusée pour la présentation d'un centre EPIDE à la nouvelle promotion de « volontaires de l'insertion » (v.i.) qui vient d'y être intégrée.

LES « JEUNES » ET LES TEMPS DE LA JEUNESSE

Ces relations entre accompagnants et accompagnés, on s'en doute, ne vont pas de soi. Les difficultés ressenties et/ou exprimées par les cadres, les formateurs, les « adultes », les obstacles parfois infranchissables du côté des jeunes peuvent être éclairés par l'étude de pratiques qui échappent au seul registre des pratiques de formation ou d'accompagnement. Les usages en matière budgétaire, économique en sont un bon exemple tant les logiques qui les fondent sont ancrées dans des conditions sociales d'existence spécifiques (trajectoires scolaires heurtées, non choix des filières de formation suivies, niveau de revenus très faibles, emplois précaires, *etc.*) qui impactent l'engagement des jeunes dans les dispositifs précédemment présentés.

Parler de ces jeunes enquêtés, pour désigner ceux qui ont entre pour la plupart entre 18 et 25 ans, n'est pas sans problème pour le sociologue qui ne peut se résoudre à en envisager les frontières au seul regard des tranches d'âge qu'elle pourrait recouvrir universellement. La jeunesse est envisagée ici comme processus intrinsèquement lié aux transitions socialement construites entre enfance et âge adulte, entre dépendance et indépendance graduellement acquise. Ce qui nous intéresse dans cette sous-population de jeunes de conditions sociales modestes (issus des catégories populaires, enfants d'ouvriers, de petits employés et bénéficiant de revenus faibles et aléatoires – enquête foyers jeunes travailleurs 2003), ce sont justement les réalités de son instabilité sociale et les effets des plus ou moins grandes incertitudes quant aux temps présent et à venir sur les usages de l'argent. Ce sont également des jeunes qui se distinguent par le degré d'avancement de leur projet professionnel et par leur rapport plus ou moins apaisé avec leur histoire scolaire. Au travers de leurs pratiques quotidiennes de dépenses et/ou d'économie, c'est tout un rapport au monde social qui se révèle : celui auquel ils sont confrontés, celui d'où ils viennent et celui qu'ils se représentent comme possible. Alors que certains ne savent pas réellement ce qu'ils veulent et vont faire « plus tard », qu'ils sont en attente d'une formation ou d'un stage en entreprise au moment de l'enquête, d'autres sont davantage engagés dans un projet professionnel, voire dans des projets familiaux.

Les plus éloignés de cette figure socialement attendue du « jeune en projet » développent dans les situations de « pénurie » financière et plus largement sociale qui sont la leur, un rapport urgentiste à la vie, qui n'est pas sans faire écho plus globalement au cycle de vie qui est le leur, le temps de la jeunesse, certaines des conduites saillantes de ces jeunes plutôt pauvres se retrouvant chez ceux de leur génération et de leur âge pourtant plus dotés économiquement.

Car au-delà de l'argent, qui est un signe parmi d'autres, c'est tout leur rapport au temps qui est engagé et qui finalement va les conduire à adopter des pratiques potentiellement décalées eu égard aux attentes sociales les concernant. Ainsi alors que les directeurs des foyers, les éducateurs, les parents, les patrons voudraient les voir dépenser raisonnablement cet argent dont ils manquent, voire économiser pour les fins de mois et l'avenir, une grande partie d'entre eux préfèrent en toute conscience se « mettre dans le rouge ».

Ce que l'on voudrait montrer à partir des différents cas rencontrés, c'est que la façon d'être avec l'argent est fortement liée avec la projection de soi dans un avenir plus ou moins construit et organisé. Dit d'une autre façon, l'argent ne fait véritablement valeur – et donc mérite d'être conservé en partie – pour ces jeunes que lorsqu'il participe à un projet de

valorisation de soi ayant sens dans l'avenir : achat d'un logement, d'une automobile, épargne pour un projet d'établissement professionnel. L'aptitude à l'économie, à la gestion, à la prévision de son budget prise ici comme forme d'expression d'une autocontrainte, comme forme d'intériorisation pour soi de certaines normes sociales dominantes, ne s'exprime pas en dehors d'un certain rapport au monde social.

Autrement dit, la gestion normalement attendue de son budget, de l'argent en général, va de pair avec une position sociale qui elle même peut-être considérée comme proche de la norme. Les usages de l'argent, pris ici comme terrain privilégié, donnent non seulement à comprendre les représentations et les « mentalités économiques »² des jeunes enquêtés, mais révèlent, pour certains d'entre eux, la prégnance du temps présent pour envisager leur rapport au monde. Il est alors intéressant de s'attarder sur ceux qui règlent dans l'urgence la quasi totalité de leurs rapports quotidiens avec l'argent, la consommation, et finalement l'ensemble des registres de leur existence, tant leurs pratiques et leurs schèmes de pensées sont en potentiel décalage avec les attentes et les discours des acteurs institutionnels qui ont pourtant pour ambition et pour fonction de les accompagner vers des conduites plus « ajustées » à leurs ressources sociales et économiques.

LES TRANSFORMATIONS DU MARCHÉ DU TRAVAIL OUVRIER

On peut ici s'interroger sur l'« effet de génération » qui marque les jeunes d'origine populaire au tout début de ce nouveau millénaire et qui, d'une certaine façon, structure leur rapport objectif à l'avenir. Ce qui caractérise le plus fortement la génération de ces jeunes, c'est, d'une part, la désouvriérisation de la population active depuis la fin des années 70, liée à la crise de l'industrie traditionnelle et à la transformation des modes de production en usines (recours croissant à l'automation, déclin de l'OST). Entre 1975 et 2000, environ 1 500 000 emplois ouvriers ont disparus, soit 21% de la catégorie. C'est, d'autre part, la dévalorisation marchande, le déclassement, des petits diplômés populaires (CAP en particulier) qui se traduit, pour ces jeunes, par une insertion plus difficile et plus tardive dans le marché du travail (chômage, intérim, petits boulots, etc.). Depuis le milieu des années 80, l'emploi qualifié augmente beaucoup plus vite que l'emploi non qualifié, il y a, par ailleurs, une concurrence des diplômés dans les emplois peu ou non qualifiés conduisant les jeunes sans diplôme ou faiblement diplômés au risque du chômage de longue durée. Lorsque les héritages

² Au sens de Max Weber.

sociaux ne se font plus automatiquement et, surtout, lorsqu'ils deviennent problématiques, c'est tout un rapport à l'avenir qui se modifie et qui modifie en retour l'« effet d'âge », pensé ici comme âge normal d'accès à certaines positions sociales. Ce qui était certain pour les générations précédentes devient incertain pour les nouvelles générations : l'accès à un travail salarié, la stabilité de l'emploi et des revenus, etc. Ce qui semblait acquis, normal, pour ceux d'avant ne l'est plus pour ceux d'aujourd'hui. Dés lors, les agents sociaux doivent produire leur avenir, l'inventer en quelque sorte³.

À 18-20 ans, une nette coupure semble déjà exister entre ceux qui se retrouvent avec un diplôme monnayable auprès d'éventuels employeurs, qui sont, pour tout dire, dans la logique de la réussite et ceux qui ne possèdent aucun diplôme ou presque et dont l'employabilité, au moment de l'enquête, est fortement problématique. Pour les uns, la construction d'un avenir, pour les autres plus particulièrement étudiés dans ce texte, l'attente et la dilution dans un temps présent plus ou moins bien maîtrisé. L'« effet de génération » est le même mais n'a pas eu les mêmes effets en fonction, semble-t-il, des ressources sociales dont chaque agent social pouvait prétendre. Peut-être faut-il dire ici que le rapport au temps, comme rapport socialement incorporé au temps⁴, a toute les chances d'être différent selon que l'on a été – ou non – bon élève. La réussite scolaire signifie, a minima, des dispositions à la gestion de soi, à commencer par celle de son temps que rappellent l'emploi du temps scolaire et la diversité des tâches à accomplir. Il y a là un puissant effet socialisateur de l'école sur les élèves trop souvent oublié : l'apprentissage à la gestion du temps, à la planification des tâches scolaires, à la prévision, à l'organisation. Outre la lente incorporation des cadres temporels propre à l'école, la réussite scolaire suppose également une certaine disposition à l'ascèse, au différé des envies immédiates au nom d'un objectif plus lointain, ce qui est également l'expression d'un certain rapport au temps et de soi dans le temps.

Pour ceux qui ne sont pas héritiers et qui, par ailleurs, n'ont pas acquis les titres scolaires nécessaires au rebondir générationnel, le rapport au temps risque fort d'être élastique⁵. On entend par là un temps a priori peu organisé qui s'étire en fonction des rencontres ou des opportunités du moment. Un temps qui se vit au jour le jour, parfois ponctué d'urgences liées

³ Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, Paris, Fayard, 1999.

⁴ « Le temps, cette notion particulière du temps a évolué au cours d'un long processus d'apprentissage. Bien des faits attestent que les hommes n'ont pas toujours appréhendé les séquences d'événements sous la forme que nous figurons aujourd'hui symboliquement par le concept de temps », Nobeit Elias, *Du temps*, Paris, Agora, 1996, p.42.

⁵ Stéphane Beaud, « Le temps élastique. Etudiants de cité et examens universitaires », *Terrain. Carnets du patrimoine ethnologique*, n°29, 1997.

aux « galères » rencontrées et souvent produite par ce rapport singulier au temps. Un temps parfois presque uniquement organisé par l'inconséquence du temps.

VIVRE AU JOUR LE JOUR OU LE TEMPS PRÉSENT COMME SEULE RESSOURCE

Ces jeunes adoptent des comportements économiques que l'on choisit d'appeler « aléatoires » qui mettent régulièrement en péril le niveau de leur compte bancaire, les obligent à contracter périodiquement de petites dettes auprès de leurs pairs notamment, et durcissent leurs rapports avec les adultes (parmi lesquels surtout leurs « patrons », les animateurs et les directeurs des foyers, leur « banquier », leurs parents ou autres membres de la famille, leurs tutelles, pour ne citer que les principaux). Dans les cas extrêmes, ces conduites aboutissent à des sanctions fortement marginalisantes telles l'expulsion du foyer ou l'interdit bancaire.

Éloignés de leur famille, résidant seuls, souvent pour la première fois, dans une grande ville après avoir quitté le domicile familial, rencontrant de nouveaux amis, ces jeunes enchaînent les petits boulots tout en découvrant les possibilités objectives de la satisfaction immédiate que procure la consommation. Ce qui jusque là était strictement contrôlé par la famille (les sorties, les vêtements de marque, le téléphone portable, l'achat de disques, etc.), ce qui ne faisait pas partie du champ des possibles le devient. Ils n'ont plus de compte à rendre, du moins dans le cadre des relations de proximité que sont les relations de parenté, et, contrairement aux jeunes évoqués précédemment, ne parviennent pas à endosser le rôle de gestionnaire de leur propre vie. Dès lors, libres de cette forme de contrainte rapprochée, ils utilisent pour reprendre les termes d'une directrice d'un foyer de jeunes travailleurs, « toutes les ficelles du système », en particulier celle qui consiste à assimiler le foyer à une sorte d'institution de crédit, « oubliant » régulièrement de payer leur loyer ou leur pension.

Pour une partie d'entre eux, le placement en famille d'accueil a morcelé les socialisations familiales, obligeant les parents, et notamment les pères peu évoqués, à coups de visite ponctuelle, à asséner des principes de vie sans avoir les moyens objectifs dans le quotidien de rapports répétés d'une transmission efficace. Parlant très souvent tout de même de leur « bonne éducation », notamment concernant les économies, les courses, la condamnation du gaspillage, ils n'ont que peu de souvenir d'une aide pour les devoirs ou de l'attention plus générale de leurs tuteurs pour l'école.

En fouillant par ailleurs les histoires scolaires de ces jeunes « à problèmes d'argent », nous découvrons que, même lorsque leur cursus, toujours court et professionnel (Brevet des

collèges pour les moins diplômés, CAP, BEP, Bac pro parfois), s'est déroulé sans véritable heurt – si ce n'est un dégoût progressivement installé de l'école, sans redoublement, avec un niveau scolaire moyen mais suffisant –, ce qui les différencie de leurs voisins économes c'est le peu d'attraction qu'ils évoquent pour ces formations passées, toujours subies, jamais choisies. Ainsi, réduire leur difficulté à donner sens à leur avenir professionnel et plus largement social à des formes objectives d'échec scolaire (certains d'entre eux ont par exemple interrompu leur premier CAP, pour en reprendre un second un ou deux ans plus tard), empêche en partie de comprendre qu'à trajectoire scolaire comparable ce qui est déterminant ce sont les conditions de l'appropriation de cette trajectoire sinon en réussite pour le moins en « parcours honorable » [Régis, CAP maçonnerie].

Les premiers pas dans le travail, sur des emplois souvent peu qualifiés et envisagés « pour tenir » comme des petits boulots « qui ne dureront pas », confirment le faible intérêt pour les formations suivies en amont et le quotidien professionnel qu'elles permettent. Les lieux de travail sont la triste prolongation des lieux de scolarisation où les « chefs », comme les enseignants avant, incarnent des vies qui ne prennent pas sens.

Enfermée

Audrey, 22 ans au moment de l'entretien, « travaille en salle » dans une cafétéria de la périphérie nantaise. Elle a trois mois de loyer en retard dus au foyer dans lequel elle loge au moment où nous l'interrogeons sur la solution éventuelle des heures supplémentaires pour éponger tout ou partie de ses dettes :

« Les heures supplémentaires, j'ai déjà pas mal de temps dans la cafétéria. Quand j'ai une journée de sept heures et qu'en plus il faut que je me paye deux ou trois heures supplémentaires l'après-midi, ce n'est même pas la peine, on ne vit plus à l'extérieur. J'arrive au petit déjeuner et il fait nuit quand je débauche. Ce n'est vraiment pas intéressant, je n'ai pas envie de rester enfermée toute la journée dans une cafétéria, toute la journée, déjà ça me prend la tête, dix jours à suivre sans repos, ça tue aussi, alors là, non, c'est bon ! (...) Et puis quand un chef me prend la tête, je lui balance plein de trucs en pleine figure alors les heures sup' c'est pas pour moi. »

Les usages de l'argent font ainsi écho à la forme des usages plus généraux de l'existence et attestent d'un rapport au temps « élastique », les décisions relevant principalement des urgences du moment.

« À l'arrache »

Audrey exprime tout au long de l'entretien les envies qu'elle assouvit, quitte à se mettre « dans le rouge » par la consommation des biens qu'elle convoite et par la fréquentation des lieux de sociabilité qu'elle aime. Comme elle le dit elle-même, ces décisions – de consommation, de sortie – et la mise en place de stratégies pour s'en sortir sont toujours prises « à l'arrache », c'est-à-dire dans l'urgence de la situation :

A propos des sorties :

« Je suis une fêtarde, ça c'est vrai, j'aime la fête, on est bons vivants dans la famille, si je trouve une occasion de faire la fête, je ne la loupe pas. Avec mon salaire - elle gagne 660 euros par mois -, je remplis le frigo pour le mois, des pâtes, du riz, du lait, du chocolat, quelques conserves. Sinon, c'est pour les sorties en boîte, on se fait les boîtes le jeudi, le vendredi et le samedi soir. Même quand je travaille le samedi matin, je vais en boîte quand même. Des fois je paye une bouteille si on est quatre, la bouteille de whisky c'est quatre-vingt euros. Je dépense aussi à côté, en ce moment, c'est le délire. J'achète beaucoup de vêtements, j'achète pas mal de CD aussi. Pour les vêtements, j'achète pas forcément des marques mais j'achète de la qualité, autant acheter quelque chose qui coûte cher et qui me dure longtemps, qu'un petit prix et qui ne tient pas. Par contre, quand je fais les courses, je prends le premier prix, même si le goût n'est pas extra, c'est pas grave. »

A propos des usages des moyens de paiement :

« c'est trop tentant, j'avais des tentations et voilà, ça partait tout seul ... les comptes je n'y arrive pas, je n'arrive pas à gérer l'argent. Quand je l'ai dans la main, il faut que ça parte, sans carte, sans chéquier, j'étais tranquille, je n'avais plus les comptes à faire ... quand j'ai besoin d'argent, je vais juste au guichet, là j'ai retiré 50 euros pour le week-end. »

A propos de ces retards de loyer et de sa négligence sur son dossier de demande d'allocation logement (APL) :

« Je leur dois mille cinq cent euros, j'ai un trop petit salaire, si je pouvais payer trois mois d'avance, je les paierais, mais avec la petite paye que j'ai je ne peux pas. Pour l'instant, ils me font un peu crédit, on attend les APL. Mais pour l'instant, c'est stoppé parce que j'ai oublié d'envoyer un papier ».

Cet habitus urgentiste oriente certes les conduites économiques mais participent également à codifier le rapport au monde dans d'autres registres de la vie sociale. Interrogées sur leur vie amoureuse, les jeunes filles enquêtées ont avec leur corps un rapport tout aussi immédiat. Rarement engagées dans des projets à long terme avec leurs petits amis, elles envisagent leur

sexualité à l'aune des problèmes qui s'imposent à elles dans ce registre. Ainsi, agacées par la prise de poids qu'elles mettent assez spontanément sur le compte de la pilule, elles renoncent régulièrement à ce type de contraceptifs même si, comme Audrey, elles prennent le risque de l'avortement. Ainsi, quand elle raconte sans embarras son IVG⁶, Audrey l'assimile à une « solution » adaptée, dans l'instant de cette grossesse non désirée, à sa situation. Ce qu'elle retient surtout de ce moment, c'est le fait que son « petit copain » l'accompagne et qu'elle voit dans ce geste « une preuve de son amour »⁷, n'étant pas prête, eu égard à sa volonté de ne pas grossir, à reprendre la pilule.

Les usages de l'argent, et comme nous venons de l'évoquer les usages du corps, sont indissociables des difficultés à se projeter dans une histoire, qu'elle soit matrimoniale ou professionnelle. Se considérer comme appartenant uniquement au présent, c'est faire de ce temps sa seule ressource, une propriété sociale que confère le jeune âge, dont les individus ont à la fois conscience qu'elle va s'épuiser mais dont il faut se servir comme si cela n'avait pas d'effet sur cet autre temps de l'avenir pour lequel on ne dispose que de peu de capitaux.

Conserver l'argent n'a aucun sens si ce n'est ponctuellement pour assurer sa propre survie, avoir suffisamment « pour remplir le frigo pour le mois avec des pâtes, du riz, du lait, du chocolat, quelques conserves » et aussi tenir son rang dans les lieux de cette sociabilité immédiate. Ainsi, Audrey défend avec véhémence l'honneur qui est le sien de ne jamais contracter de dette dans les cafés qu'elle fréquente : « non, j'ai toujours payé, je n'ai jamais fait d'ardoise, ni de crédit, rien. J'ai toujours payé dans les bars, s'il manque vingt centimes, je paie le lendemain ». Il peut également servir, dans des projets à court terme, à maintenir les relations amicales avec les pairs, comme Sarah, titulaire du seul certificat d'études – elle a 24 ans en 2004 –, qui à la question de savoir si elle a des projets pour cette année, répond que « non, pas spécialement, enfin, si, aller à Marseille, parce que j'ai mon meilleur ami là-bas ». Elle ajoute : « Je ne me casse pas trop la tête pour mon avenir, alors là pas du tout, ça me réveille pas la nuit de savoir ce que je vais faire. Si j'ai un problème, si j'ai besoin de quelque

⁶ Lors de cette enquête, plusieurs sociologues ont conduit les entretiens. Celui d'Audrey a été réalisé par un homme, Gilles Lazuech, ce qui aurait pu conduire à une certaine réticence à exposer sa sexualité et plus encore ce type d'événements socialement jugés à la fois comme traumatiques et intimes. L'exposé de l'IVG ne suscite pas chez l'enquêtée, pourtant devant un homme plus âgé et doté de ressources culturelles potentiellement inhibantes, de réserves ; ce qui peut être en partie envisagé comme le signe du sens finalement assez banal donnée par la jeune fille à ce qui s'apparente pour elle à une « contraception d'urgence ».

⁷ Les jeunes filles de cette catégorie évoquent très souvent la figure rêvée du « prince charmant » et tout ce qui peut participer au processus de légitimation, à leurs propres yeux comme à ceux des adultes qui les entourent et les surveillent, du mari comme potentiel solution à leur avenir impensé et impensable.

chose, je sais que je peux compter sur ma grand-mère, je sais qu'elle viendra si j'ai besoin d'elle ».

L'avenir est finalement rêvé dans le présent bien plus qu'il n'est construit par le présent et le passé scolaire et familial :

Avoir un bar à moi

« J'ai toujours voulu avoir un petit bar, y'aurait vraiment une ambiance d'enfer dans mon bar, ça serait une ambiance qui bouge pour que les gens après le boulot, ils se détendent, ils se défoulent, les gens pourraient danser dans le bar. C'est vraiment un rêve, avoir un bar à moi, avec mes meubles à moi, avec mon ambiance, mon personnel et tout. » [Audrey, CAP, serveuse dans une cafétéria]

Le futur est fait de choses floues, imprécises où il sera question « d'avoir un travail », « de ne pas se prendre la tête dans le boulot », « d'avoir une vie sympa ».

CHANGER LES INDIVIDUS : À QUELLES CONDITIONS ? OU LES JEUNES FACE À LA FIGURE DU « BON PAUVRE », À CELLE DU « BON JEUNE »

Être économe et prévoyant permet aux plus démunis qui parviennent à donner des gages de leur bonne volonté à faire au mieux avec ce qu'ils ont, d'espérer des relations apaisées avec les banquiers ou les travailleurs sociaux auxquels ils sont amenés à exposer leurs revenus, leurs dépenses et leurs besoins. Mais ces dispositions à la raison supposent des socialisations multiples et répétées, dont tous les individus ne font pas l'objet, et la possession de ressources sociales qui peuvent leur faire défaut, pour épouser cette figure du bon pauvre que dessinent les institutions qui en ont la « charge ».

Les « jeunes » pour qui le temps qui passe est le seul qui vaille sont la parfaite contradiction des attendus sociaux en matière de comportements économiques. Les « jeunes » en général, marqués par l'instabilité que leur confèrent leur âge et leur faible degré d'autonomie, plongent régulièrement dans le désarroi les conseillers commerciaux des banques qui suivent leur compte, les animateurs qui leur proposent toute sorte de projet qu'ils « zappent », les parents qui tentent avec plus ou moins de bonheur et de ressources de les accompagner dans leur prise d'indépendance.

Si l'on reste dans l'analyse des usages de l'argent des jeunes d'origine et de conditions populaires, plus leurs conduites sont « raisonnables » et ajustées à leurs ressources (sans doute bien plus qu'à leur classe d'âge), plus ils s'approchent de cette norme de la prévoyance et de

la petite économie qui pèse sur les pauvres, et qui colore la relation au « banquier » et aux professionnels des champs éducatif et social dans lesquels ils sont pris. En faisant leurs comptes, en épargnant, même très peu, sur un compte épargne-logement – ce qui par ailleurs ne leur assure aucunement, par rapport aux sommes accumulées, aux taux dont ils pourront bénéficier et à leurs futurs niveaux de revenus, d'accéder à la propriété –, en usant avec modération des moyens de paiement « normaux » qu'on leur octroie (carte bleue, chéquier), ils font preuve de capacités à « l'autocontrainte » qui fonctionnent comme garantie dans la relation aux « encadrants ». Cette relation, dont le bénéfice premier est d'accorder aux protagonistes une forme de paix sociale, prend alors la forme d'une éducation de ces jeunes sans fortune à une gestion prudentielle de leur existence.

Au contraire, dépenser l'argent que l'on possède et celui qu'on n'a pas de façon aléatoire, c'est-à-dire sans s'assurer de sa propre capacité à payer ou à s'endetter, dissimuler ses dépenses, ne pas ouvrir les courriers qui contiennent les relevés de compte, refuser un emploi « qui prend la tête » [Sarah, ayant principalement travaillé à la chaîne en usine de production automobile ou dans des entreprises de ménage industriel], c'est typiquement adopter les conduites socialement réprimées et potentiellement sanctionnées par ces mêmes « banquiers » et travailleurs sociaux qui « ne savent plus quoi faire ». Ainsi, la faiblesse du revenu, qui conduit les plus pauvres à développer des stratégies variées pour participer à la société des échanges monétarisés généralisés, placent ces « jeunes » aux conduites désajustées dans une situation de double peine : celle d'un présent qui les stigmatise du côté, dirait Robert Castel, des « handicapés », des surnuméraires et qui tend nombre de leurs rapports sociaux, celle d'un avenir que ni eux, ni les institutions qu'ils traversent, ne savent préparer.

Ainsi, l'étude des usages sociaux de l'argent de ces jeunes qui n'en n'ont pas ou qui en ont peu, qui s'en servent en dehors des cadres qui devraient s'imposer à eux (prévoyance et privation), permet de bien saisir la puissance de la mise en projet et de l'autonomie comme référence universelle de l'accompagnement des plus démunis. La question des ressources nécessaires à cette logique de renoncement au présent au bénéfice d'un futur abstrait n'est que rarement posée tant elle place les accompagnants dans le potentiel désarroi, face aux béances laissées par ces socialisations peu propices à la reconnaissance sociale de savoirs hors normes (parmi lesquels la débrouille face à la pénurie).

Les enquêtes sur les dispositifs d'insertion des jeunes permettent de mettre à jour aussi toutes les conduites qui y sont proscrites en matière comportementale, corporelle, qui ne sont jamais vus comme des compétences positives mais comme un ensemble d'attitudes, de manières

d'être, de vivre et de penser à redresser, à convertir, à transformer. Dans les sanctions qui peuvent frapper les individus les écarts de perception du temps sont fréquents : la « deuxième chance » qui est offerte aux jeunes en situation d'insertion les place dans la nécessité de se plier à des contraintes immédiates (respect les horaires, se tenir et parler correctement, se tenir aux échéances dans le déroulement de l'élaboration du projet professionnel, etc.) qui n'ont de sens que par rapport à ce futur abstrait. Or cette combinaison logique entre fins et moyens pour les accompagnants est en concurrence avec quelque chose de tout aussi logique du point de vue des jeunes : l'action et son efficacité immédiate. C'est ainsi que plusieurs enquêtés vont privilégier le coup de main donné à la famille dans l'économie des relations de laquelle ils demeurent pris, le baby-sitting qui permet d'obtenir la liquidité qui leur fait défaut, la séance de sport qui leur permet de maintenir leur engagement sur ce terrain-là aussi, les sorties entre pairs qui entretiennent leur participation au temps social de la jeunesse.